

SHORT NEWS

Baden verboten, Zahlen erlaubt.

In welchem Maße die Umsetzung der europäischen Wasser-Rahmenrichtlinie zur Farce verkommt, zeigt sich hierzulande überdeutlich mit dem Beginn der Badesaison. Wie die Wasserwirtschaftsverwaltung mitteilte, ist das Baden in fast allen „Oberflächengewässern“ verboten. Begründet wird dies mit der bakteriologischen Qualität des Wassers, die insbesondere an den traditionellen Badeorten an Our und Sauer ungenügend sei. Einzige Ausnahmen, an denen das Baden erlaubt ist, sind die Stauseen von Esch-Sauer und Weiswampach sowie die Baggerweiher in Remerschen. Die Pressemitteilung verweist sodann auf ein sehr detailliertes Dokument zur Wasserqualität - zu dem leider jegliche Erklärungen fehlen. Die erwähnte Wasser-Rahmenrichtlinie zielt darauf ab, die Oberflächengewässer in einen „ökologisch guten“ Zustand zu bringen. Dieses Ziel liegt in Luxemburg, aufgrund fehlender Kläranlagen und Quellschutzes, in weiter Ferne. Völlig wirkungslos ist die Richtlinie aber in Luxemburg nicht geblieben: Die Umsetzung des neoliberalen Kostendeckungsprinzips hat nämlich dazu geführt, dass die Wasserpreise landesweit kräftig ansteigen.

Manque de minerai ?

Vers la fin mars, deux organismes représentant l'industrie de l'acier européenne, Eurofer - dont ArcelorMittal est membre - et Orgalime, en ont fait sursauter plus d'un-e. Dans une déclaration commune, ils s'inquiétaient de possibles ententes illégales sur les prix et des mouvements de consolidation qui s'annonceraient dans le petit monde des producteurs de minerai de fer - matière première de l'industrie de l'acier - dont le gros du marché est tenu par trois multinationales. Dans leur communiqué, les deux institutions parlent d'un prix qui pourrait même dépasser les 80 pour cent des prix actuels. Si cela devait devenir réalité, les conséquences en seraient catastrophiques. Non seulement pour les marchés mondiaux qui croient sentir une timide reprise, mais surtout pour les travailleurs - une telle perspective ouvrirait la voie à de nombreux nouveaux licenciements dans un secteur déjà exsangue. Et finalement aussi pour le consommateur, qui éprouvera cette hausse dans les rayons des supermarchés. Mais, avant de semer la panique, il faut être prudent avec de telles déclarations : elles sont souvent intéressées et peuvent servir à obtenir des contreparties des gouvernements. Quoiqu'il en soit, Eurofer et Orgalime ont officiellement alerté la commission européenne à ce sujet. Affaire à suivre, donc.

woxx@home

Visitenkarten

Sie haben das Format von Kreditkarten und gelten - zumindest im asiatischen Raum - als absolutes Must: Visitenkarten mit Firmenlogo und den persönlichen Angaben wie direkter Telefonnummer, Mailadresse und neuerdings sogar dem eigenen Blog. Auch in der woxx-Crew kommt in schöner Regelmäßigkeit der Ruf nach ebensolchen Karten auf, die sich bei jeder passenden und unpassenden Gelegenheit an den Mann oder die Frau bringen lassen. Der Kassenwart macht dann immer ein grimmiges Gesicht und verweist auf den Stapel ungenutzter Kärtchen aus grauer Vorzeit. Ungenutzt, weil zwischendurch die Adresse oder das Logo gewechselt haben, oder aber weil der eine oder die andere werte KollegIn mittlerweile nicht mehr im Hause sind. Persönliche Karten bedeuten eben auch individuellen und damit teuren Druck. Aber das kollektive Selbstverwaltungs-Bewusstsein reicht nicht, um auf dieses Quäntchen Individualität innerhalb der Redaktion zu verzichten. Und so wird einmal mehr die Idee einer kollektiven, preiswerten Karte überstimmt.

AKTUELL

LOGEMENT

80 sous un toit

Luc Caregari

La controverse autour d'un café qui faisait aussi office de « marchand de sommeil » dans le Rollingergrund, a donné lieu à une attaque en règle de la part de l'opposition conservatrice dans le conseil communal de la capitale.

Apparemment, le Feierkrop peut se réjouir d'avoir des lectrices attentives aussi dans le camp des conservateurs. Comment expliquer autrement que Martine Stein-Mergen, députée CSV et conseillère communale, ait interpellé le collège des bourgmestre et échevins sur le thème du café au Rollingergrund qui vient d'être fermé pour cause d'insalubrité ?

Le feuilleton passe depuis deux semaines : Un gestionnaire de café - apparemment fort apprécié de son entourage - a dû mettre la clef sous le tapis à cause d'une action conjointe entre la mairie et la police, qui voulaient vérifier l'état des chambres au-dessus du café. Etat jugé insatisfaisant et après quelques rénovations de façade qui n'ont pas réussi à atteindre les objectifs d'un habitat digne de ce nom, le café a dû fermer et les clients relogés d'urgence. Triste histoire d'un côté, mais de l'autre, les chambres au-dessus des cafés existent depuis belle lurette - au point qu'ils font même partie du folklore local de planques mythiques où les « vrais » troublemakers planifient leurs prochains coups ou se cachent des flics.

Dans ce sens, le langage larmoyant de Martine Stein-Mergen dans sa question cache mal sa naïveté : « Qu'est-il advenu des personnes chassées de leur chambre, où est-ce qu'ils ont été relogés ? », demande-t-elle.

Et bien, d'après les dires de l'échevin dédié aux questions de logement, le libéral Xavier Bettel, Madame Stein-Mergen peut dormir tranquille. Joint par le woxx, l'intéressé a déclaré qu'aucun des anciens habitants du café n'est contraint de dormir dans la rue : « Nous avons trouvé des solutions adéquates pour tout le monde. Certains sont relogés provisoirement dans un foyer de la ville, d'autres sont retournés dans leurs familles ou ont trouvé refuge près de leurs proches. »

C'est bien et humain d'un côté, mais de l'autre, ces gens ne font que changer d'une situation précaire à l'autre, sans qu'ils puissent vraiment trouver accès au réseau social. Car tel est le problème et l'attrait des cham-

bres louées par des « marchands de sommeil » - elles se situent en marge de tout réseau social et se trouvent souvent hors du cadre légal. Cela n'attire pas seulement les hors-la-loi, mais aussi les travailleurs immigrés « illégaux » qui se font ainsi doublement exploiter : au travail et à la « maison ». Et ce ne sont sûrement pas eux qui rempliront des formulaires pour obtenir un logement social - puisque dans la plupart des cas, les papiers nécessaires manquent.

« Je comprends que la situation des gens qui choisissent de vivre dans tels conditions est forcément précaire. De mon expérience d'avocat, je sais exactement à quoi servent ces planques. Pourtant, la situation dans le local du Rollingergrund était intenable. Même après les quelques rénovations, il y avait du linoléum frais sur un sol en bois moisir, les installations électriques se trouvaient à côté des douches. En tant qu'échevin, je ne peux tolérer cela », explique Bettel.

Autre problème, les maisons avec 80 personnes inscrites à la même enseigne. « Souvent, ce ne sont que des étudiants qui ont oublié de signaler leur départ, mais il y a une zone grise assez importante ». Et d'annoncer prochainement une grande offensive contre les « marchands de sommeil ». Avec un questionnaire, qu'il va soumettre à la commission nationale de la protection des données pour établir son caractère légal, Bettel veut forcer les propriétaires qui sous-louent leurs chambres à déclarer leurs locataires. « Nous travaillerons ensemble avec les gestionnaires et les propriétaires, pour faire reculer les dangers et les informer sur leurs droits et leurs devoirs », sermonne-t-il, avant d'ajouter, « Je sais que d'autres n'apprécient pas cette démarche, mais je persisterai ».

Pourtant, Bettel a beau déclarer la guerre aux « marchands de sommeil », les problèmes de fond resteront, même après la fermeture de la dernière chambre insalubre : la précarité des travailleurs, leur corvéabilité due à leur situation souvent illégale et le manque notoire de logements sociaux sur tout le territoire grand-ducal. Et ne pas oublier que notre police, elle aussi, adore la lutte contre ces logements, car elle leur permet de chasser les sans-papiers, sans vraiment devoir les chercher.